

**Bureau des installations et travaux réglementés
pour la protection des milieux**
Affaire suivie par : OC
Dossier n°2025-187-MED

Marseille, le

2 OCT. 2025

**Arrêté n°2025-187-MED portant mise en demeure de la société Travaux de Pompage et
d'Assainissement de respecter les prescriptions réglementaires applicables à ses installations
de gestion de déchets, sises à Marseille (16^{ème})**

**Le préfet de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur
préfet de la zone de défense et de sécurité Sud
préfet des Bouches-du-Rhône
préfet de police des Bouches-du-Rhône**

VU le code de l'environnement, notamment ses articles L.171-6, L.171-8, L.172-1, L.511-1, L.514-5 ;

VU le décret du 3 janvier 2025 portant nomination de monsieur Georges-François LECLERC, en qualité de préfet de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur, préfet de la zone de défense et de sécurité Sud, préfet des Bouches-du-Rhône ;

VU le décret du 12 mars 2025 portant nomination de monsieur Georges-François LECLERC, en qualité de préfet de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur, préfet de la zone de défense et de sécurité Sud, préfet des Bouches-du-Rhône, en outre préfet de police des Bouches-du-Rhône ;

VU le décret du 13 septembre 2023 portant nomination de madame Marie-Pervenche PLAZA, sous-préfète, chargée de mission auprès du préfet de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur, préfet de la zone de défense et de sécurité Sud, préfet des Bouches-du-Rhône ;

VU l'arrêté du 17 février 2025 portant délégation de signature à madame Marie-Pervenche PLAZA, sous-préfète, chargée de mission auprès du préfet de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur, préfet de la zone de défense et de sécurité Sud, préfet des Bouches-du-Rhône, secrétaire générale adjointe de la préfecture des Bouches-du-Rhône ;

VU l'arrêté préfectoral d'autorisation environnementale n°2020-97-A du 24 juin 2021 relatif à l'exploitation par la société Travaux de Pompage et d'Assainissement d'une plateforme de regroupement, de transit et de prétraitement de déchets dangereux et non dangereux, située au poste 145 des bassins Est du grand port maritime de Marseille (GPMM), sur le territoire de la commune de Marseille ;

VU le rapport de l'inspection de l'environnement n°D-1769-MRS-2023 du 2 mars 2024 relatif à sa visite du 23 novembre 2023 ;

VU le courriel du 28 mars 2025 de la société valant porter à connaissance, relatif à la demande de modification de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 24 juin 2021 susvisé concernant le paramètre chlorures ;

VU le rapport de l'inspection de l'environnement n°D-2025-0267 du 25 juillet 2025 relatif à sa visite du 24 avril 2025 ;

CONSIDÉRANT que la société Travaux de Pompage et d'Assainissement (TPA) est régulièrement autorisée à exploiter une plateforme de regroupement, transit et prétraitement de déchets dangereux et non dangereux au poste 145 des bassins Est du GPMM à Marseille (16^{ème}) ;

CONSIDÉRANT que lors de sa visite du 23 novembre 2023, l'inspection de l'environnement a constaté que les résultats de mesure avant rejet des eaux résiduaires dans le milieu récepteur du rejet n°2 montrent des dépassements, réguliers et importants, sur le paramètre chlorures ;

CONSIDÉRANT que dans son rapport n°D-1769-MRS-2023 du 2 mars 2024 susvisé, l'inspection a demandé à l'exploitant de transmettre, sous un mois, la réponse de la société Service d'Assainissement Marseille Métropole (SERAMM), gestionnaire du réseau et de la station de traitement dans laquelle la société TPA rejette ses eaux industrielles, concernant la fréquence autorisée des dépassements en chlorures et la valeur limite d'émission (VLE) maximale acceptée par la station d'épuration pour le paramètre chlorures ;

CONSIDÉRANT que, dans son courriel du 8 avril 2024, la société SERAMM propose à l'exploitant d'autoriser un rejet dont la concentration en chlorures et le flux ne doivent pas dépasser 5 g/l et 240 kg/j, ainsi que de mettre en œuvre un plan de progrès visant à lisser le débit rejeté au maximum de 35 m³/j ;

CONSIDÉRANT que, dans ce même courriel, la société SERAMM indique qu'elle doit vérifier que les rejets n'ont pas d'impact sur la tenue des réseaux de collecte ;

CONSIDÉRANT que les services de l'inspection de l'environnement ont demandé par courriel du 11 avril 2024 la mise à jour de la convention de déversement liant les sociétés SERAMM et TPA ;

CONSIDÉRANT que, par courriel du 29 août 2024, l'exploitant a informé les services de l'inspection du retour de la société SERAMM relatif à l'absence d'impact structurel sur les installations par lesquelles transitent les effluents industriels de la société TPA ;

CONSIDÉRANT que, dans son courriel du 28 mars 2025 valant porter à connaissance concernant le paramètre chlorures, l'exploitant indique que :

- le SERAMM a souligné que leur proposition de variations de charge en chlorures serait dommageable au processus d'épuration menée dans la station ;
- le SERAMM maintient une concentration en chlorures et un flux maximaux respectivement de 5 g/l et 240 kg/j ;
- le SERAMM pose également une condition de lissage de la charge 24 h/24 et 365 j/365 pour continuer d'accepter les effluents ;
- le lissage à 35 m³/j entraînerait plusieurs contraintes majeures :
 - une activité fondamentalement saisonnière ;
 - la nécessité d'une capacité de stockage de 580 m³, dont l'implantation sur le site actuel serait très difficile ;
 - un risque de dégagement en H₂S ;
 - des coûts d'investissement conséquents ;

CONSIDÉRANT que l'inspection de l'environnement a procédé le 24 avril 2025 à une nouvelle visite du site permettant de faire le point sur la situation des rejets des chlorures :

- les dépassements en chlorures persistent de par la nature des déchets liquides traités ; entre juin 2024 et avril 2025, les analyses d'autosurveillance montrent un dépassement systématique (2 940 mg/l en septembre 2024, 3 200 mg/l en janvier 2025 et 2 980 mg/l en avril 2025) ;
- le gestionnaire de la station maintient qu'il est en capacité de recevoir des effluents dont la concentration en chlorures et le flux ne doivent pas dépasser respectivement 5 g/l et 240 kg/j ;
- le gestionnaire ne souhaite pas mettre à jour la convention d'autorisation de déversement des rejets aqueux de l'exploitant dans le réseau communal d'eaux usées ;
- le gestionnaire souhaite également un lissage des rejets d'effluents 7 jours sur 7 ;
- l'exploitant ne dispose pas d'information du gestionnaire concernant le débit de lissage souhaité ;
- l'exploitant n'a pas étudié la solution de rejet direct au milieu naturel, émise par le gestionnaire du réseau à l'occasion de leurs échanges ;
- enfin, le gestionnaire a laissé à l'exploitant jusqu'à fin octobre 2025 pour mettre en œuvre la solution de lissage ;

CONSIDÉRANT en conséquence, que la société TPA ne respecte pas les dispositions de l'article 4.4.5 de son arrêté préfectoral d'autorisation du 24 juin 2021 concernant le paramètre « chlorures », tant en concentration (500 mg/l) qu'en flux (60 kg/j) ;

CONSIDÉRANT que ce manquement constitue une atteinte aux intérêts protégés mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement ;

CONSIDÉRANT la procédure contradictoire menée auprès de l'exploitant par l'envoi du projet d'arrêté préfectoral en lettre recommandée avec accusé de réception notifiée le 29 juillet 2025 ;

CONSIDÉRANT les observations portant sur le projet d'arrêté préfectoral reçues par courriel en date du 12 août 2025, modifiées le 9 septembre 2025 ;

CONSIDÉRANT que face à ce manquement, il convient de faire application des dispositions de l'article L.171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la société TPA de respecter ses émissions en chlorures, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L.511-1 du code de l'environnement ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture des Bouches-du-Rhône ;

ARRÊTE

Article 1 – La société Travaux de Pompage et d'Assainissement, dont le siège social est situé BP9, poste 145 GPM 13321 Marseille cedex 16, exploitant des installations de regroupement, transit et prétraitement de déchets dangereux et non dangereux au poste 145 des bassins Est du GPM à Marseille (16^{ème}), est mise en demeure de respecter les valeurs limites d'émission prévues à l'article 4.4.5 de l'arrêté préfectoral du 24 juin 2021 susvisé **dans un délai de six mois à compter de la notification du présent arrêté.**

Article 2 – Sanctions

Dans le cas où l'obligation prévue à l'article 1 ne serait pas satisfaite dans le délai prévu par ce même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L.171-8 du code de l'environnement.

Article 3 – Publicité

Le présent arrêté sera publié sur le site internet de la préfecture des Bouches-du-Rhône pendant une durée minimale de deux mois en vue de l'information des tiers, en application de l'article R.171-1 du code de l'environnement.

Article 4 – Délais et voies de recours

Conformément à l'article L.171-11 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Marseille, dans les délais prévus à l'article R.421-1 du code de justice administrative, à savoir dans un délai de deux mois à compter de la notification ou de la publication du présent arrêté, par voie postale (31 rue Jean-François Leca 13235 Marseille cedex 02) ou par l'application Télérécourse citoyens accessible à partir du site www.telerecours.fr

Article 5 – Exécution

- Le secrétaire général de la préfecture des Bouches-du-Rhône,
- Le maire de Marseille,
- Le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement,
- Le directeur départemental des territoires et de la mer,
- Le commandant du bataillon de marins pompiers de Marseille,

et toutes les autorités de police et de gendarmerie, sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Pour le préfet et par délégation,
la secrétaire générale adjointe



Marie-Pervenche PLAZA